



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Un autre monde est possible

Le gouvernement nous dit que les caisses sont vides. Qu'il faut faire des économies de personnels dans les hôpitaux, dans les écoles. Qu'il faut accepter la précarité, la fin du statut des cheminots. Et dans le même temps,

il part faire la guerre en Syrie, avec 1,153 milliard d'euros de nouveaux missiles, tout en prétendant être des bienfaiteurs de l'humanité. Pour qui nous prend-il ?

Rien à faire de la colère ?

C'est ce que Macron voudrait montrer. La grève des cheminots bat son plein, les étudiants poursuivent leur mobilisation, et il continue d'annoncer de futures attaques contre les travailleurs. Pourquoi pas une deuxième « journée de solidarité » (traduisez une journée de travail gratuit) ? Rien à voir avec l'autonomie des personnes âgées, qu'il entend bien paupériser d'ailleurs avec une nouvelle réforme des retraites. Son rêve, et celui de tous les grands patrons dont il est le parfait exécutant, ce serait 365 « jours de solidarité » ! Disons stop.

Mettons un coup d'arrêt

C'est bien ce qu'entendent faire aujourd'hui les travailleurs et les jeunes qui se mobilisent. Jeudi dernier, 300 000 personnes manifestaient encore dans toute la France à l'appel de la CGT et de Solidaires. Des cheminots, qui en étaient à leur huitième jour de grève et dont la mobilisation ne faiblit pas. Des étudiants, dont le mouvement continue même là où certains sont en vacances ou en partiels. Mais aussi des travailleurs d'autres secteurs notamment de l'énergie, appelés à manifester ce jour-là.

Étendons la lutte

Cette extension de la mobilisation à de nouveaux secteurs est primordiale. Les manifestations du 19 avril étaient fournies de gros cortèges de cheminots, et la mobilisation étudiante comme l'appel interprofessionnel pour cette journée avaient de quoi ajouter à leur motivation.

La convergence des luttes est aujourd'hui défendue, du moins verbalement, par Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, comme le seul moyen d'obtenir quoi que ce soit face à l'inflexibilité du gouvernement. On ne peut que se réjouir de cette position, du mo-

ment qu'elle ne reste pas rhétorique.

Et c'est à nous, travailleurs de tous les secteurs, de nous en assurer. Salaires, effectifs... partout nos conditions de travail et de vie se dégradent. Nous avons des revendications. Formulons-les, et rejoignons ceux qui sont déjà dans la lutte, sans attendre l'appel des confédérations.

Si la CGT est molle à mettre en œuvre sur le terrain une politique d'extension des luttes, la CFDT milite carrément contre toute victoire possible. Son secrétaire général, Laurent Berger, interrogé par Public Sénat le 19 avril, déclarait concernant les personnels hospitaliers : « nous demandons [...] que les aides-soignants soient revalorisés de catégorie C à catégorie B, et ce n'est pas en faisant une convergence des luttes qu'on y arrivera, ça, c'est sûr ». Alors comment compte-t-il s'y prendre ?

Répondons à la violence du gouvernement par la grève

Avec son flot d'attaques sociales, Macron voudrait montrer qu'il ne lâchera pas prise. Avec sa politique répressive aussi. 2 500 gendarmes mobilisés contre les zadistes à Notre-Dame-des-Landes, évacuation musclée de la fac de Tolbiac vendredi dernier... il met en scène son inflexibilité.

Dans ces circonstances, s'unir pour gagner est plus que jamais une nécessité.

Cette société où on tue à coups de missiles pour assurer des profits, où on ponctionne les revenus des retraités, où on nous contraint d'accepter n'importe quelles conditions pour avoir un emploi... on n'en veut pas. Soyons nombreux à le dire le 1er mai, journée internationale des travailleurs, et à entrer en lutte pour joindre notre colère à celle de ceux qui y sont déjà.



Les postiers du 92 en grève

Depuis lundi 26 avril, plus de 200 postiers des Hauts-de-Seine sont en grève contre le licenciement de Gaël Quirante. Ils refusent de laisser l'un des leurs en butte à la répression, simplement pour avoir organisé la contestation contre les projets désastreux de La Poste.

Jeudi dernier, La Poste a assigné Gaël au tribunal pour lui interdire l'accès aux centres et lui retirer son mandat syndical. Elle a été déboutée !

La mobilisation continue contre ce licenciement et contre toutes les attaques sur les emplois et les conditions de travail.

Un 4ème foyer de grèves dans les Bouches-du-Rhône ?

Après la Gironde, l'Ille et Vilaine et les Hauts-de-Seine (92) des grèves en séries ont éclaté à Marseille et aux alentours. En cause, la même méridienne imposée, les réorg à n'en plus finir et les manques d'effectifs.

Tous ensemble : Solidarité de tous les travailleurs

Autour des bureaux de poste en grève les fraternisations avec les autres secteurs en bagarre vont bon train.

A Rennes les cheminots et les postiers ont défilé à plusieurs reprises au coude à coude.

Tandis qu'à Bordeaux les postiers en grève organisent des actions communes avec les ouvriers de Ford Blanquefort menacés de licenciements.

Barrage sur la promenade des barons

Moins fraternelle, la rencontre avec le PDG Wahl et son adjoint directeur de la branche Courrier-colis. Ils étaient tous deux venus visiter et inaugurer de nouvelles installations près de Bordeaux avec l'ami Juppé. Les postiers girondins, en grève depuis un mois, se sont invités pour interpeller les manitous, qui ne leur ont servi que quelques salades réchauffées.

La bonne blague

La Poste fait sa pub dans les médias en expliquant qu'elle va embaucher 3 000 facteurs en 2018. Elle se garde bien d'expliquer qu'avec les départs, ce sont toujours des milliers d'emplois supprimés et que bon nombre des embauches se font en CDD, intérim ou alternance... à des salaires en dessous de tout.

Banco

La Poste va encore toucher 900 millions d'euros de l'État sur cinq ans pour maintenir sa présence sur tout le territoire. Pourtant, La Poste ferme des bureaux partout. Ces largesses avec l'argent public visent surtout à appâter les actionnaires pour une privatisation future.

Un regard sur la situation de la Poste

A écouter, un intéressant reportage *Interception* diffusé dimanche dernier sur France Inter « La Poste, le profit au pied de la lettre ».

On y entend, entre autre, le porte parole macroniste du groupe parlementaire *En Marche* tenter vainement de persuader que les pertes de chiffres d'affaires de l'activité courrier-colis seraient insupportables... pas si

insupportable pourtant d'encaisser un total de 850 millions de bénéfice !

On y entend aussi des facteurs grévistes de Rennes expliquer les raisons de leur détermination après 100 jours de grèves.

Mensongèrement vôtre

Dans une émission de propagande sur La Poste diffusée au début du mois sur LCP, des hauts cadres expliquaient que la branche courrier-colis ferait perdre 40 millions d'euros par mois à La Poste.

Or, lorsque La Poste a annoncé ses bénéfices 2017 de 850 millions d'euros, le courrier était largement bénéficiaire.

Pour la direction, il n'y a pas de petit mensonge pour faire passer ses mauvais plans.

Loi « rétention et expulsion »

Gérard Collomb, reprenant le vocabulaire de l'extrême-droite, hurle aux « régions submergées par des flux de demandeurs d'asile ». Sous prétexte de fluidifier les procédures, le texte de loi « Asile et Immigration » adopté dimanche à l'Assemblée vise clairement à faciliter les expulsions.

La durée maximale d'enfermement dans un centre de rétention vient ainsi d'être repoussée de 45 à 90 jours et pourra concerner des enfants. Sous prétexte d'« efficacité », cette loi rendra quasiment impossible pour un demandeur d'asile de défendre son dossier dans de bonnes conditions. Les demandeurs d'asile déboutés en première instance n'auront plus que 15 jours pour faire appel, les audiences pourront avoir lieu en vidéo-conférence et non face à des personnes réelles et ils pourront être expulsés alors même qu'ils attendent la réponse à leur demande !

Continuons à manifester dans la rue notre rejet à ce texte ignoble !

FÊTE ANTICAPITALISTE npa31.org

1968
2018

CONCERTS
MEETING
DÉBATS
THÉÂTRE
EXPOS
LIBRAIRIE

SAMEDI 19 MAI - 12H / 23H30
TOULOUSE - SALLE SAN SUBRA
PRIX LIBRE - ESPACE ENFANTS

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE